

Le G-77 : vers un nouvel ordre économique (La Jornada)

17 juin 2014



Edito

Hier s'est conclue dans la ville bolivienne de Santa Cruz de la Sierra la réunion de deux jours du G-77, forum qui a pour but d'impulser la coopération économique en matière de commerce, industrie, alimentation, agriculture, énergie, matières premières et finance, et qui a réussi à établir un système de préférences commerciales entre ses membres, qui sont aujourd'hui au nombre de 133.

Bien que l'on trouve parmi les membres du G-77 une grande diversité de tendances politiques et de modèles économiques, cela ne l'a pas empêché de fêter ces jours-ci son 50ème anniversaire (il a été créé le 15 juin 1964) avec une présence renforcée et un objectifs clair : donner de la voix et du poids à des nations qui ne font pas partie du groupe hégémonique de l'économie mondiale et dont les intérêts sont, généralement, contraires à ceux des économies dominantes. La présence de la Chine, de l'Inde, du Brésil, de l'Argentine, de l'Afrique du Sud et du Chili donne à ce forum un poids et une influence indiscutable dans les affaires mondiales.

Hier, en tant que président *pro-tempore* du G77, le mandataire hôte, Evo Morales, a proposé d'avancer vers un modèle de développement intégral compatible avec le bien-être des populations et la préservation de l'environnement, et a demandé la disparition du Conseil de Sécurité de l'ONU, qui « au lieu d'assurer la paix entre les nations a promu la guerre et les invasions de puissances impériales dans le but de s'approprier les ressources naturelles des pays envahis ».

Le discours de Morales est pertinent tant du point de vue économique que politique. En effet, il est claire que le paradigme de développement imposé par les capitaux transnationaux à travers des gouvernements qui sont à son service est intrinsèquement un prédateur de l'environnement et, à un long terme qui n'est pas si long, insoutenable. Ce paradigme établit comme moteur principal de la croissance le saccage des ressources naturelles des pays les moins développés, afin de produire une quantité croissante de produits jetables pour les consommateurs des pays les plus développés, augmenter sans retenue la consommation énergétique individuelle et collective et dévaluer de façon permanente le coût de la main d'œuvre - ce qui oblige en même temps à générer d'énormes armées industrielles de réserve - afin de faire baisser les coûts finaux des produits et d'impulser la production à grande échelle. Une recette qui ne conduit pas seulement à des explosions sociales et à une perte de confiance envers la politique, mais aussi à des désastres environnementaux. C'est pourquoi nous avons inévitablement besoin de formuler des voies différentes pour encourager la croissance économique sans détruire notre planète ni condamner des populations entières à la misère.

L'autre proposition de Morales est toute aussi intéressante : non pas démocratiser mais supprimer le Conseil de Sécurité des Nations Unies, cet organisme antidémocratique imposé après la Seconde guerre mondiale par les puissances vainqueurs et qui tout au long de son histoire n'a non pas représenté un organisme civilisateur mais plutôt la logique des plus grandes concentrations de pouvoir militaire dans le monde. Sous la direction du Conseil de Sécurité, l'emblème des Nations Unies a été, avec une fréquence lamentable, été utilisé comme alibi diplomatique et médiatique pour justifier des incursions militaires néocoloniales et des pillages déguisés en

« guerres humanitaires », oxymore inventé par des intellectuels européens désireux de faire plaisir au Pentagone.

Il faut espérer, donc, que le G-77 soutienne de façon active et décidée ces deux propositions.

(...)

Source : La Jornada

Traduit par Luis Alberto Reygada pour Le Grand Soir.

»» <http://www.jornada.unam.mx/2014/06/16/opinion/002a1edi>